

TIZI-OUZOU

Semaine du figuier et des arts traditionnels

Le figuier, la figue et les arts traditionnels retiendront l'intérêt du public tizi-ouzien du 10 au 16 janvier. Une heureuse initiative de l'Association des anciens scouts et amis des scouts de Tizi-Ouzou en collaboration avec l'APC de Tizi ouzou, la direction de la culture, la DPME et un grand nombre d'associations.

C'est la première fois depuis des lustres qu'une manifestation publique, qui promet d'être grandiose, est organisée sur le thème qui, pourtant, ne devrait pas manquer d'intérêt dans une région à vocation arboricole, touristique et artisanale, pour les pouvoirs publics et les opérateurs agricoles.

Le figuier et la figue, c'est connu, occupaient, jusqu'à la veille de la guerre de Libération, une place et un rôle incomparables dans l'économie de la région et le mode de consommation des populations de la grande et petite Kabylie. La culture du figuier était plus répandue que celle de l'olivier à travers l'ensemble du territoire, la commercialisation et la consommation de la figue sèche quasi-permanentes dans la même sphère géographique et même au-delà puisque la figue constituait un facteur d'échange, le plus souvent sous forme de troc, avec d'autres régions du pays. La figue participait également aux échanges extérieurs. La production, la collecte, la commercialisation, le conditionnement des figues engageaient une très nombreuse main-d'œuvre familiale et sala-

riale égale ou nettement supérieure aux opérations similaires ou spécifiques qu'engendraient les productions de l'huile d'olive, des céréales et de l'élevage dans l'économie locale. C'était l'époque où la Kabylie vivait presque en autarcie se suffisant dans une très large mesure de ses besoins alimentaires et vestimentaires dans une moindre proportion. La figue, l'huile d'olive, le lait frais et les œufs, produits chez la plupart des familles pour l'autoconsommation, étaient des aliments quasi quotidiens au sein de chaque foyer. Le travail de laine, du cuir, du bois de la poterie et la vannerie, fortement présents dans la vie économique et sociale de la région, complétaient l'ossature du mode de production kabyle.

Les bouleversements engendrés par la guerre de Libération et les mutations intervenues après l'Indépendance ont pulvérisé le système économique et social kabyle ; le travail de la terre, l'élevage et l'artisanat sont passés du rôle prédominant au rang secondaire, voire tout à fait accessoire. La politique économique pratiquée par les autorités du pays, en dévalorisant gravement le

travail de la terre, en dépeuplant la campagne au profit de la ville, en dépréciant la production agricole avec les pratiques commerciales bureaucratiques et les prix administrés, devait conduire fatalement à l'abandon des créneaux agricoles qui constituaient la base de l'économie régionale. La figue et l'huile d'olive ne sont plus aujourd'hui des aliments quotidiens à la portée de tous. Produits en faible quantité, ils sont devenus des produits de luxe. Les articles de ménage et d'emballage en plastique remplacent ceux de l'artisanat, en bois, en terre cuite et autres matières bio-dégradables. Le lait frais, l'autre aliment de base autrefois très répandu et largement accessible, est de nos jours importé en très grandes quantités en devises fortes, au même titre que le blé et l'huile de table, exposant le pays aux spéculations qui agitent fréquemment le marché mondial.

Devant l'abandon et le recul flagrant des créneaux agricoles traditionnels et porteurs, la semaine du figuier et des arts traditionnels qui se tiendra à la Maison de la culture et au Théâtre régional de Tizi ouzou mérite d'être saluée comme une réaction salutaire visant à susciter et encourager la réintroduction et la propagation de toutes les pratiques et actions visant à relancer le

développement de l'agriculture de montagne, de l'artisanat et du tourisme. Mais, au-delà des manifestations semblables qui ne sont pas négligeables, les pouvoirs publics ont l'impérieux devoir de revoir leur système de soutien et d'encouragement aux actions de renaissance et de développement de l'agriculture de montagne. En d'autres termes, il est urgent d'aller au-delà de la sensibilisation et de la vulgarisation en incitant et en soutenant vigoureusement ceux qui s'engagent dans le développement de ces créneaux inséparables de la Kabylie.

Signalons, pour terminer, la participation annoncée d'une trentaine d'exposants à cette première semaine du figuier et des arts traditionnels qui, après un défilé inaugural, connaîtra une série d'activités, expositions, vente de produits agricoles et d'artisanat, une course pédestre, un tournoi de football, des soirées musicales et plusieurs conférences ayant pour thèmes « L'érosion du figuier » ; « La place de la culture de la figue au sein de l'économie de la région » ; « Le développement des zones de montagnes » ; « Création et conduite de la figueraie » ; « La caprification » ; « Le traitement phytosanitaire du figuier » ; « Le séchage de la figue »...

B. T.

DEVANT LE RETARD DANS LEUR DISTRIBUTION

Des logements sociaux squattés par 41 familles à Saïda

Depuis samedi dernier, Saïda connaît une tension qui risque de dégénérer si la crise n'est pas désamorcée au plus vite par les décideurs locaux.

Sur les 500 logements sociaux réalisés récemment, 33 ont été squattés par des familles de la cité Daoud-Moussa avec en plus 8 autres au niveau de Haï Zitoun. Selon une source policière, l'ordre d'évacuer ces familles des lieux est attendu dans les prochaines heures. A l'origine de cette situation dont toute la ville parle, il y a lieu de noter le retard que met la commission de daira dans l'attribution des quotas mis à leur disposition qui reste l'élément qui a accentué davantage la crise et aggravé le déficit financier qui touche de plein fouet les organismes constructeurs, d'où cette situation assez complexe qui caractérise le

secteur du logement, et Saïda n'y échappe évidemment pas. Un fait mérite aussi d'être signalé. C'est que les logements sociaux pour une bonne part font l'objet de tractations dignes du trabendisme et il n'est un secret pour personne vivant dans la wilaya de Saïda où on se fait facilement un nom et de l'argent qu'une véritable mafia a pris racine dans le domaine de l'habitat qu'il soit rural ou urbain, au point où certains cadres et élus censés lutter contre ce phénomène n'ont pas hésité à investir ce créneau juteux, profitant ainsi de la faiblesse pour ne pas dire gentillesse et un vide juridique encourageant leur impunité.

La preuve en est qu'une fois le logement acquis, il est vite revendu en échange d'un simple... désistement en faveur de l'acheteur. Alors que le logement social est censé être

inaccessibles... Et pourtant, le tableau des réalisations des différents programmes d'habitat et des équipes projetées telle une carte de jeu apparaît comme un atout maître pour le projet urbain de la ville de Saïda. Devant cet état des lieux caractérisé par les contradictions dans les rapports des différentes commissions et ceux de la DLEP, le citoyen en détresse reste otage des pronostics très souvent erronés. Une question s'impose : quand va-t-on enfin prendre sérieusement en charge le dossier du logement à Saïda ? A signaler également que de nombreux projets de construction de logements sont lancés ou programmés à travers la wilaya de Saïda. Toutefois, malgré tous les efforts, le chef-lieu de wilaya fait toujours face à une véritable crise.

M. B. Amine

CITÉ DES 641-LOGEMENTS

À SKIKDA

Inaugurée par le président en 2003, elle est toujours sans gaz !

La cité des 641-Logements, implantée entre les cités des 500, 700 et Aïssa- Boukerma, est l'une des plus récentes à Skikda. Son inauguration par le président de la République en juillet 2003 ne lui a pas épargné d'être dépourvue des commodités nécessaires à une vie décente.

De passage sur la double voie qui sépare les habitations, on a déjà une idée précise sur la situation : les bâtiments présentent des fissurations qui s'étendent de haut en bas, ce qui expose les habitants à un danger imminent. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, pour ne donner qu'un seul exemple, la cité des Fonctionnaires, bâtie à l'aube de l'Indépendance, est plus solide qu'un grand nombre de quartiers de la dernière décennie.

Ces fissurations ont généré l'infiltration des eaux pluviales. « Nos demeures sont inondées, on passe notre temps à refaire la peinture et consolider le bas de nos chambres avec du ciment de notre poche », nous dira un locataire du rez-de-chaussée. Et d'enchaîner : « Mes deux enfants sont atteints d'asthme. » En visitant quelques logements, de fortes odeurs de moisi et d'humidité agressent les narines. Des conflits de voisinage sont nés justement de l'infiltration des eaux à travers les étages et entre les paliers.

Les habitants dénoncent également un problème d'étanchéité et d'absence de terrasse. « La trappe qui donne sur la terrasse n'existe pas, on a semblé-t-il suivi les instructions du président de la République interdisant l'installation des antennes FM sur les immeubles », commente un membre du comité de quartier. Les différentes correspondances adressées aux instances compétentes seraient restées sans réponse, selon les dires des citoyens. « A la première contestation, on vous brandit le problème des arriérés de loyer », nous dira un citoyen ayant honoré ses créances vis-à-vis de l'OPGI, et de contester cet alibi par ces propos : « Pourtant moi je me suis acquitté de mes engagements vis-à-vis de l'office ! »

Le déversement à ciel ouvert des eaux usées, l'absence d'espaces verts, l'inexistence de carrelage sur la plupart des rampes d'escalier, des portes d'entrée en contre-plaqué, la continue dégradation des caves... sont les autres préoccupations citoyennes.

Mais le gros problème auquel sont confrontés les citoyens demeure l'absence de gaz de ville ! Une cité en ville qui en est dépourvue est la pire des humiliations faites aux citoyens. « Le pire c'est quand on a relevé cette lacune, on nous a accusés d'avoir volé les fils en cuivre. Alors voyez par vous-même, les colonnes de gaz n'ont même pas été installées, les trous où elles devaient être mises sont inexistantes », nous explique un habitant. « L'ancienne APC a débuté les travaux mais ils restent inachevés. Une équipe de Sonelgaz s'est déplacée et a relevé que les placards au niveau de chaque palier ne répondent pas aux normes requises, car elles ne sont pas hermétiques et peuvent provoquer des fuites de gaz », aux dires d'un autre. A la série des anomalies mentionnées s'ajoute le chiffre des logements constituant cette cité, 641 logements : un chiffre impair et non divisible par 3 !

Depuis la visite du président de la République en juillet 2003, les habitants des 641-Logements sont dans une situation intenable : « Le président n'a visité qu'un seul logement, qui a été bien entretenu et aménagé pour la circonstance. »

Un ultime appel est adressé aux autorités locales afin qu'elles se déplacent pour régler le calvaire que les habitants endurent sachant que la rigueur hivernale l'accroît logiquement.

Zaid Zoheir

GUELMA

Les citoyens bloquent la RN102

Les habitants de la mechtta Sellaoua, relevant de la commune de Tamlouka, 60 km du chef-lieu de Guelma, sont montés au créneau et ont bloqué la RN102 reliant Guelma à la wilaya d'Oum El-Bouaghi pour crier leur colère et demander aux autorités locales de s'intéresser à leur contrée oubliée. Parmi les points soulevés par la population figurent en bonne place le raccordement au réseau du gaz de ville et le désenclavement de leur mechtta, surtout le chemin de wilaya n°123 reliant leur commune à celle de Aïn Reghada, sur la route de Constantine.

En fait, les habitants de Sellaoua se sont mobilisés, samedi tôt le matin, et ont décidé de couper la RN102, en signe de protestation contre leurs nouveaux élus locaux qui semblent les négliger. La situation a duré toute la journée en dépit de toutes les tentatives de lever les barricades.

D'ailleurs, ni le charisme du chef de daira ni les sages n'ont pu mettre fin à la situation. Ce n'est qu'après l'intervention du wali de Guelma qui leur a promis de régler leurs problèmes que la route a été libérée.

B. A.